

Département de la MANCHE

## MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Maitre d'ouvrage  
**MAIRIE DE VILLEDIEU-LES-POELES-ROUFFIGNY**  
Place de la République  
50 800 VILLEDIEU LES POELES  
Tél : 02.33.61.00.16



Marché public : Consultation selon la procédure adaptée (MAPA)

### OBJET DU MARCHÉ DE TRAVAUX

**ACCORD CADRE À BONS DE COMMANDE POUR LES TRAVAUX  
D'ENTRETIEN DES VOIRIES ET DE RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT  
SUR LES ANNEES 2026 À 2029**

## 01-Règlement de la Consultation

Maitrise d'œuvre

**COMMUNE NOUVELLE VILLEDIEU-LES-POELES-ROUFFIGNY**  
Place de la République  
50 800 VILLEDIEU LES POELES  
Téléphone : 02.33.61.00.16

REMISE DES OFFRES :

Les offres doivent être remises pour le

**Vendredi 19 septembre 2025 avant 16 h 00**

JUIN 2025

# SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>INTERVENANTS DE L'OPERATION</b>	<b>3</b>
1.1	Maîtrise d'Ouvrage	3
1.2	Maîtrise d'Œuvre	3
1.3	Contrôleur technique	3
1.4	Coordinateur SPS	3
1.5	Contrôles externes des travaux « réseaux »	3
<b>2</b>	<b>OBJET DE LA CONSULTATION</b>	<b>4</b>
<b>3</b>	<b>CONDITIONS DE LA CONSULTATION</b>	<b>4</b>
3.1	Étendue de la consultation et mode de consultation	4
3.2	Structure de la consultation	4
3.3	Décomposition en tranches, en lots	5
3.4	Composition du dossier de consultation des entreprises	5
3.5	Solution de base -variantes techniques	5
3.6	Variante obligatoire	5
3.7	Compléments à apporter au C.C.T.P	5
3.8	Délai d'exécution du marché	5
3.9	Modification de détail au dossier de consultation	5
3.10	Délai de validité des offres	6
3.11	Propriété intellectuelle des projets	6
3.12	Dispositions relatives aux travaux intéressant la défense	6
3.13	Garanties particulières pour matériaux de type nouveau	6
<b>4</b>	<b>PRESENTATION DES CANDIDATURES ET OFFRES</b>	<b>7</b>
4.1	Dossier de candidature	7
4.2	Dossier offre :	8
<b>5</b>	<b>JUGEMENT DES OFFRES</b>	<b>8</b>
5.1	Elimination des candidats	8
5.2	Jugement des offres	8
5.3	Les critères de jugement des offres	9
<b>6</b>	<b>CONDITIONS DE RETRAIT ET DE REMISE DES OFFRES</b>	<b>11</b>
6.1	Retrait du dossier de consultation dématérialisé	11
6.2	Remise des candidatures et offres	12
<b>7</b>	<b>RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</b>	<b>14</b>
<b>8</b>	<b>INSTANCE DE RECOURS</b>	<b>14</b>
<b>9</b>	<b>CLAUSES COMPLEMENTAIRES</b>	<b>14</b>

# **1 INTERVENANTS DE L'OPERATION**

## **1.1 Maîtrise d'Ouvrage**

Le représentant du Maître de l'Ouvrage nommé personne responsable du marché est : Monsieur Le Maire, M. Philippe LEMAITRE

### **COMMUNE NOUVELLE VILLEDIEU-LES-POELES-ROUFFIGNY**



Mairie  
Place de la République  
50 800 VILLEDIEU LES POELES  
Téléphone : 02.33.61.00.16

## **1.2 Maîtrise d'Œuvre**

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

### **Les Services Techniques de la COMMUNE NOUVELLE VILLEDIEU-LES-POELES-ROUFFIGNY**



Mairie  
Place de la République  
50 800 VILLEDIEU LES POELES  
Téléphone : 02.33.61.00.16

## **1.3 Contrôleur technique**

Sans objet

## **1.4 Coordinateur SPS**

L'intervention d'un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs peut être requise en application des articles L-235.3 et R-238.1 et suivants du Code du travail

La nature et l'étendue des obligations incombant à (aux) l'entrepreneur(s) titulaire(s) du présent marché en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du (des) coordonnateur(s) SPS.

Le coordinateur en matière de SPS sera nommé si le chantier le nécessite et ceci conformément à la réglementation en vigueur.

Le coordinateur Sécurité Protection Santé (CSPS) est à charge du Maître de l'Ouvrage.

## **1.5 Contrôles externes des travaux « réseaux »**

Une consultation pour les contrôles externes des travaux sur les réseaux d'assainissement (contrôles compactages, essais d'étanchéité et ITV) sera lancée pour chaque année de programme en fonction des besoins.

## **OBJET DE LA CONSULTATION**

La présente consultation concerne **l'accord cadre à bons de commande des travaux d'entretiens des voiries et des réseaux d'assainissement de la COMMUNE NOUVELLE DE VILLEDIEU-LES-POELES-ROUFFIGNY sur les années 2026 à 2029 incluse.**

## **3 CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **3.1 Étendue de la consultation et mode de consultation**

La commune est maitresse d'ouvrage et maitre d'œuvre opérationnel de ce marché est le pouvoir adjudicateur.

La présente consultation est lancée selon

- ✓ La procédure adaptée soumise aux dispositions des articles R2123-1 et R2123-5 du Code de la Commande Publique 2019 (CCP)
- ✓ Un accord cadre (L2125-1) à bons de commande du Code de la Commande Publique 2019 (CCP)
  - accord cadre selon les articles R2162-1 à R2162-6
  - accord-cadre avec toutes les stipulations contractuelles, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14.

- **Le numéro de marché est : 15/2025**

Le marché sera attribué à une entreprise unique ou à un groupement d'entreprises.

Si le marché est attribué à un groupement conjoint, le mandataire conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement. Si le groupement a une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du maître de l'ouvrage.

Il est interdit aux candidats de présenter pour le marché ou un de ses lots plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels ou de membres d'un ou plusieurs groupements .

Les candidatures et les offres sont signées soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises au stade de la passation du marché. Un même prestataire ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

### **3.2 Structure de la consultation**

**Accord-cadre à bons de commande d'une durée d'un an et limité à TROIS reconductions d'un an avec un minimum et un maximum de commandes**, mono-attributaire sans remise en compétition lors de l'attribution des bons de commandes, et passé dans le cadre des dispositions de l'article R2162-1 à R2162-6 et R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique

### **3.3 Décomposition en tranches, en lots**

Sans objet

### **3.4 Composition du dossier de consultation des entreprises**

Le dossier de consultation des entreprises est composé des pièces suivantes :

0. REGLEMENT DE CONSULTATION – RC
1. ACTE D'ENGAGEMENT
2. CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES – CCAP
3. CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES CCTP
4. BORDEREAUX DES PRIX BPU
5. SIMULATIONS NON CONTRACTUELLES servant pour l'analyse des prix et des offres

### **3.5 Solution de base -variantes techniques**

Chaque candidat doit présenter une solution technique conforme en tous points aux principes édictés au C.C.T.P.

Cette solution constituera la solution de base de l'Entreprise.

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter de variantes

### **3.6 Variante obligatoire**

Sans objet

### **3.7 Compléments à apporter au C.C.T.P**

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

### **3.8 Délai d'exécution du marché**

Les prestations du marché sont exécutées par l'émission de bons de commande successifs selon les besoins. Chaque bon de commande précise celles des prestations décrites dans le marché dont l'exécution est demandée. Il en détermine la quantité.

Les règles concernant la durée du marché et les délais d'exécution des bons de commandes sont fixées dans l'acte d'engagement et ne peuvent en aucun cas être changées

### **3.9 Modification de détail au dossier de consultation**

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### **3.10 Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

### **3.11 Propriété intellectuelle des projets**

Sans objet.

### **3.12 Dispositions relatives aux travaux intéressant la défense**

Sans objet.

### **3.13 Garanties particulières pour matériaux de type nouveau**

Sans objet.

## **4 PRESENTATION DES CANDIDATURES ET OFFRES**

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentations associés. La monnaie courante du marché est l'EURO.

### **4.1 Dossier de candidature**

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes réunies au sein d'un sous-dossier « candidature » :

Les renseignements, références, attestations et certificats visés au CCP 2019 seront les suivants :

- a. La déclaration du ou des candidats à partir des documents Cerfa DC1 et DC2,
- b. Une déclaration sur l'honneur pour justifier que le ou les candidats d'un groupement n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner
- c. Une note de présentation des compétences, des moyens et du matériel qui seront mis à disposition pour la réalisation de l'opération,
- d. Un dossier de références et de certificats de capacité de moins de 5 ans pour des travaux similaires (sur **les divers types de travaux VRD**) en nature et en importance.
- e. Les certificats de qualification de l'entreprise, Identification TP, qualifications FNTF correspondantes aux types de travaux en cours de validité.
- f. L'attestation d'assurance « responsabilité civile », « individuelle de base » et « décennale entrepreneur », en cours de validité (c'est-à-dire justifiant le paiement des primes pour la période en cours).

Dans le cas de la fourniture d'une déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat a satisfait aux obligations sociales et fiscales (justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L.2141-1, L.2141-2, L.2141-3, L.2141-4 et L.2141-5 du CCP 2019), le marché ne pourra être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise dans un délai de 10 jours, à compter de la notification de sa désignation par le pouvoir adjudicateur, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents (Les documents ou attestations figurant à l'article R324-4 du Code du Travail).

## 4.2 Dossier offre :

Les candidats auront à produire les documents suivants réunis au sein d'un sous-dossier « offre » :

- ✓ Un **Acte d'Engagement** daté par le représentant qualifié de l'entreprise qui sera signataire du marché ; cet acte d'engagement sera accompagné par les demandes d'acceptation de sous-traitants (article 134 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics).
- ✓ Le **Cahier des Clauses Administratives Particulières** (C.C.A.P.) cahier ci-joint à accepter, parapher et signer.
- ✓ Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières** (C.C.T.P.) cahier ci-joint à accepter sans modification, parapher et signer.
- ✓ Les **simulations de prix**, cadre ci-joint à compléter et signer sans modification ; *destinées au jugement de l'offre* **à joindre obligatoirement sous peine de nullité de l'offre**
- ✓ Le **Bordereau des Prix (B.P.U.)** à compléter, parapher et signer,  
Le BPU doit être renseigné dans son intégralité sous peine de nullité de l'offre.
- ✓ Un **mémoire justificatif** des dispositions que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution des travaux à joindre obligatoirement sous peine de nullité de l'offre. **Le mémoire technique ne devra pas dépasser 70 pages hormis annexes fournitures des matériaux proposés. Toutes pages en dehors du cadre ne seront pas analysées.**

## 5 JUGEMENT DES OFFRES

### 5.1 Élimination des candidats

La sélection des candidatures est effectuée selon l'article R2144-3 du CCP 2019.

Lors de l'ouverture, le pouvoir adjudicateur élimine les candidatures qui, en application de l'article R2144-7 du CCP 2019 ne peuvent être admises :

- ✓ qui ne seront pas recevables ou accompagnées des pièces mentionnées aux articles L2141-1 à L2141-5 du CCP 2019,
- ✓ ou qui sont incomplètes sur les pièces de l'offre demandées,
- ✓ ou qui ne présentent pas les garanties techniques et financières suffisantes,
- ✓ ou qui ne présentent pas les certificats de capacités équivalents suffisants,
- ✓ Ou qui ne présentent pas la qualification requise.

### 5.2 Jugement des offres

Ce jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2152-1 à R2152-7 du CCP 2019.

Afin de déterminer le classement des offres selon l'ordre de priorité décroissant des critères, il sera procédé à la somme des notes suivantes :

- ✓ La note de la valeur technique Nt,
- ✓ La note du prix de l'offre Np

Les offres sont classées par ordre décroissant sur la base de la note globale Ng.



Les candidats sont donc invités à faire apparaître de façon explicite et détaillée tous les éléments permettant d'apprécier leur offre suivant les critères énoncés

#### **Sous-détails des prix :**

La Commission ou le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les sous-détails des prix unitaires ou les décompositions des prix forfaitaires qu'elle estimera nécessaires lors de l'examen des offres sans pour autant favoriser un candidat.

#### **Négociation :**

La Commission ou le pouvoir adjudicateur du marché se réserve la possibilité de lancer une négociation avec les trois candidats placés en tête d'une première analyse des offres, s'il le juge nécessaire.

Cette négociation peut porter sur tous les éléments de l'offre, notamment sur le prix.

#### **Rectification des offres :**

- ✓ En cas de discordance constatée dans l'offre, les indications portées sur le bordereau des prix unitaires, prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.
- ✓ les erreurs de multiplication, d'addition ou de report, qui seraient constatées dans le détail estimatif, seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération.
- ✓ L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

#### **Prix anormalement bas**

Si l'offre présente un ou des prix anormalement bas, il sera demandé à l'entrepreneur, conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du CCP 2019, des précisions détaillées et justifiées sur la composition de ce prix.

Si les justifications fournies ne sont pas jugées satisfaisantes, l'offre pourra alors être rejetée.

### **5.3 Les critères de jugement des offres**

Le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse s'effectuera selon les critères pondérés suivants :

#### **5.3.1 Prix des prestations : 50 %**

Il sera appliqué la formule suivante pour obtenir la note sur 50 de chaque offre basée sur la somme de la simulation de travaux

- ✓  $Np = \text{offre moins disante} / \text{offre du candidat} \times 50.$

### 5.3.2 **Valeur technique de l'offre : 30 %**

Elle est appréciée au regard du mémoire technique du candidat et noté sur 30 points selon les critères suivants :

Valeur technique - Sous-critères retenus		Barème des points
1	Moyens humains et matériels <b>spécifiques</b>	10
2	Provenance des fournitures et matériaux avec les références exactes des fournisseurs et les certificats correspondants	5
3	Méthodologie et les techniques mises en œuvre pour la préparation et l'exécution des différents travaux	10
4	Présentation de la gestion des déchets, du système qualité, de la protection de l'environnement, de la réduction des nuisances et du système hygiène et sécurité <b>sur le chantier</b>	5

Chaque élément inhérent aux sous-critères sera apprécié selon leur importance et la qualité technique constatée en comparaison avec l'ensemble des offres remises.

### 5.3.3 **Délai des travaux : 20 %**

Les délais d'exécution hors préparation obligatoire est apprécié au regard :

- **Pour les travaux urgents :**
  - de la durée d'intervention proposée pour les travaux urgents notée sur 10 points avec la formule suivante : Note :  $Nd1 = \text{délai d'intervention le plus court} / \text{délai d'intervention du candidat} \times 10$
- **Pour les travaux programmables et non urgents :**

Il est apprécié au regard de la durée d'exécution des travaux par tranche de travaux de 10 000 €HT.

  - de la durée d'exécution des travaux proposée notée sur 10 points avec la formule suivante : Note :  $Nd2 = \text{délai le plus court} / \text{délai du candidat} \times 10$

## **6 CONDITIONS DE RETRAIT ET DE REMISE DES OFFRES**

Le maître de l'ouvrage informe les candidats que le dossier de consultation est entièrement dématérialisé.

### **6.1 Retrait du dossier de consultation dématérialisé**

Cette procédure permet aux candidats qui le souhaitent de télécharger :

- ✓ La publication obligatoire de l'Avis d'Appel Public à la Concurrence (AAPC),
- ✓ Les documents du dossier de consultation (DCE).

Une aide technique pour le téléchargement du dossier de consultation et la constitution électronique de leur offre est à disposition des candidats

Le dossier de consultation peut être retiré :

- ✓ Par voie électronique: <http://www.coindesarchis.fr>
- ✓ auprès C.D.A. (Coin Des Archis) - Citis - 4 Av de Tsukuba – 14 200 Hérouville Saint Clair (Téléphone : 02.31.95.30.33 - Adresse électronique : [c-d-a@wanadoo.fr](mailto:c-d-a@wanadoo.fr) ).

Pour formuler une demande de retrait électronique du DCE, les candidats doivent préalablement ouvrir un compte, en s'identifiant et en renseignant leurs coordonnées (prénom, nom, dénomination de l'entreprise, adresse électronique, adresse du siège social, code postal, ville) sur le site.

Par la suite, l'ensemble des informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la consultation (exemples : acquittement de dépôt d'offre, compléments ou modifications éventuels,...) leur seront communiquées par voie électronique à cette même adresse.

Ce compte est ensuite valide pour toute autre procédure.

Pour lire les documents téléchargés, les candidats doivent disposer :

- ✓ d'une adresse électronique,
- ✓ d'outils permettant d'ouvrir les documents sous format «.zip». Les candidats ne pouvant utiliser ce type de format ont à leur disposition sur le site un outil gratuit,
- ✓ d'outil permettant d'ouvrir les documents sous format «.pdf ». Les candidats ne pouvant utiliser ce type de format ont à leur disposition sur le site un outil gratuit (Adobe Reader).

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait fait dans la saisie de son adresse électronique, ou en cas de suppression de ladite adresse électronique.

## 6.2 Remise des candidatures et offres

Date limite de réception des offres : cf. page de garde du présent document

Le pouvoir adjudicateur **autorise uniquement** la transmission des documents par voie électronique au travers de la plateforme de dématérialisation dont l'accès se fait à l'adresse suivante : : <http://www.coindesarchis.fr> et [www.marches-sécurisés.fr](http://www.marches-sécurisés.fr)

Il n'est prévu et ne sera admis aucun dépôt des candidatures et des offres sous pli papier.

Chaque transmission fait l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite de réception est considéré comme hors délai.

En cas d'envois successifs, seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de réception des plis est admis. Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur offre quelques minutes avant l'heure limite et de s'assurer par un test préalable qu'il maîtrise bien le mode de fonctionnement de la plate-forme.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

### Copie de sauvegarde

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde ».

### Format

Pour la transmission des documents, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles suivants : Zip, pdf, word, exel...

Pour faciliter et assurer l'efficacité de la dématérialisation de consultation, Il est demandé aux candidats de respecter les recommandations suivantes : ne pas utiliser certains formats, notamment les « .exe », ne pas utiliser certains outils, notamment les « macros ».

### Signature

Les documents devant être signés seront demandés seulement au candidat retenu lors du montage du marché.

Aucune signature électronique ou manuscrite n'est donc exigée au stade du dépôt de la candidature et/ou de l'offre.

### Dossiers

Les documents constitutifs de la candidature doivent être regroupés dans un répertoire intitulé « Candidature ». Les documents constitutifs de l'offre doivent être regroupés dans un répertoire intitulé « offre ».

### Virus et offres non prises en compte

Les soumissionnaires s'assureront avant la constitution de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

Les offres comportant les caractéristiques suivantes ne seront pas prises en compte :

- ✓ offre électronique transmise après la date et l'heure limite,
- ✓ offre électronique contenant des fichiers aux formats non autorisés,
- ✓ offre électronique contenant des virus,
- ✓ offre électronique transmise par un autre canal que la plate-forme de dématérialisation de CDA.

### Assistance

Pour toute question relative au dépôt de réponses électroniques, contacter CDA qui vous orientera vers des personnes gérant la plateforme.

## **7 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 7 jours avant la date de remise des plis, une demande écrite par voie électronique via la plateforme dématérialisée.

## **8 INSTANCE DE RECOURS**

Tribunal administratif de Caen – rue Arthur le Duc 14 000 CAEN

Toute décision défavorable au titre du présent marché pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif précité dans un délai de deux (2) mois à compter de sa date de notification.

Conformément aux articles R.421-1 à R. 421-7 du Code de justice administrative, le candidat bénéficie d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la lettre de rejet de son offre pour contester cette décision. Les voies de recours sont les suivantes : demander au préfet de déférer cet acte au tribunal administratif (article L. 2131-8 du Code Général des Collectivités Territoriales), saisir directement le tribunal administratif pour en demander l'annulation (article L. 2131-9 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Conformément aux articles L.551-1 et L.551-2 du Code de justice administrative, il est également possible d'introduire un référé précontractuel près le tribunal administratif depuis le début de la procédure de la passation jusqu'à la signature du marché.

## **9 CLAUSES COMPLEMENTAIRES**

Le pouvoir adjudicateur a la possibilité de rejeter une offre irrégulière, inacceptable ou inappropriée (selon les articles R5152.1 à R2152.2 du CMP) les définitions ci-dessous :

- ✓ Une offre irrégulière est une offre qui, tout en apportant une réponse au besoin du pouvoir adjudicateur, est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées dans l'avis d'appel public à la concurrence ou dans les documents de la consultation.
- ✓ Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tel qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure
- ✓ Une offre est inappropriée si la réponse qu'elle apporte est sans rapport avec les besoins de l'acheteur et en conséquence elle peut être assimilée à une absence d'offre